

---

**Résumé des délibérations**  
**Conseil consultatif d'Exportation et développement Canada sur la**  
**responsabilité et durabilité des entreprises**

---

**Date :** Mardi 6 novembre 2018

**Heure :** 8 h 15 à 15 h

Personnes présentes :

**Conseil consultatif**

**Anita Ramasastry**, doyenne émérite de la Washington University School of Law

**David Wheeler**, cofondateur de l'Academy for Sustainable Innovation

**Christa Wessel**, chef de l'exploitation et des Services juridiques à ClearView Strategic Partners Inc.

**Rosemary McCarney**, ambassadrice du Canada et représentante permanente aux Nations Unies à Genève

**EDC**

**Benoit Daignault**, président et chef de la direction d'EDC, président du Conseil

**Catherine Decarie**, première vice-présidente, Affaires générales

**Robert Fosco**, vice-président, Environnement et Responsabilité des entreprises

**Stuart Bergman**, directeur de groupe, Stratégie et planification – RSE

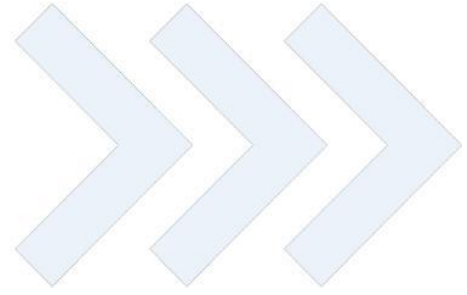
**Justin Taylor**, analyste principal, Intégrité commerciale

Personnes absentes :

**Gordon Lambert**, directeur en résidence, Durabilité pour Suncor, Ivey Business School, Université Western

**Marie-Lucie Morin**, administratrice et membre du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

**Eduardo Bohórquez**, directeur général de Transparencia Mexicana



Les réunions semestrielles du Conseil consultatif sur la RDE ont eu lieu les 5 et 6 novembre. Le thème des rencontres était l'établissement d'un degré d'acceptation du risque de réputation en cohérence avec le contexte de croissance rapide et notre volonté de préserver l'intégrité commerciale. Comme EDC cherche à faire évoluer davantage son approche du risque de réputation, nous avons créé un ensemble de principes directeurs pour aider les décideurs d'EDC à prendre des décisions transactionnelles et relationnelles plus cohérentes, basées sur nos valeurs et nos principes. Les réunions de novembre étaient l'occasion idéale de polir notre approche avec l'avis des membres du Conseil.

Brad Hecht, directeur général des Amériques au Reputation Institute – un centre de réflexion de premier plan et prestataire de services de gestion et de mesure du risque de réputation –, a ouvert la discussion du souper. Brad a passé en revue les principaux vecteurs du risque de réputation au Canada et dans le secteur des services financiers, ainsi que le rôle de la direction d'une entreprise dans l'établissement de sa réputation; il a aussi présenté un cadre des pratiques exemplaires que les entreprises canadiennes peuvent mettre à profit afin de définir leur appétit pour le risque et d'en établir les priorités. La discussion a relevé la compréhension des membres du Conseil en ce qui a trait aux déclencheurs de risque de réputation et aux pratiques de gestion exemplaires à ce chapitre tout en présentant le contexte des discussions du lendemain.

Le 6 novembre, le Conseil s'est lancé dans une discussion sérieuse sur les moyens d'établir un degré d'acceptation du risque de réputation adapté à la fois au besoin d'épauler plus d'entreprises canadiennes, à un actionnaire qui insiste de plus en plus sur la diversification du commerce et à une nouvelle marque centrée sur l'expertise en risques internationaux, et ce, dans un contexte de vigilance et d'attentes accrues du public où EDC cherche à faire montre de pratiques exemplaires. La plupart des membres du Conseil ont convenu que la réputation d'EDC était « neutre » de manière générale, mais ils ont incité l'administration à chercher plus d'occasions d'augmenter son capital social. Globalement, le Conseil reconnaît qu'EDC s'attache à appliquer les pratiques exemplaires et qu'elle y parvient en général, mais selon lui, elle devrait engager les employés et la haute direction, y compris le chef de la direction, à prendre les devants et raconter son histoire en vue d'accroître l'adhésion et l'appui des parties prenantes.

D'ailleurs, puisque plusieurs membres du Conseil consultatif approchent de la fin de leur mandat, les réunions de novembre ont été l'occasion de présenter les nouveaux membres. Anita Ramasastry, doyenne émérite de la Washington University School of Law, membre du groupe de travail de l'ONU sur les entreprises et les droits de l'homme et ancienne conseillère principale en commerce international de l'administration Obama, se spécialise en lutte anticorruption, en droit commercial, en développement durable et dans les domaines touchant aux entreprises et aux droits de la personne. Ses travaux de recherche actuels portent sur les droits légaux et les responsabilités des sociétés d'État.

Nous étions également enchantés d'annoncer la nomination d'Eduardo Bohórquez, directeur de Transparencia Mexicana, qui n'a pu hélas venir aux réunions de novembre. En tant que chef d'une section mexicaine de Transparency International, Eduardo a dirigé la mise sur pied de diverses ressources et initiatives pour lutter contre la corruption et l'impunité en appuyant les actions citoyennes par le pouvoir des données. Il a aussi joué un rôle important dans l'élaboration de la première loi mexicaine sur l'accès à l'information.